

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

REFELA: Gisèle Itoumba portée à la présidence de la section Gabon

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA maire de la commune de Ndendé, Gisèle Itoumba, a été portée, mardi dernier, à l'Hôtel de Ville de Libreville, à la tête de la section locale du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA), à l'issue du caucus régional de l'Afrique centrale. Elle succède à la présidente du Conseil municipal de Libreville. Dans tous les cas, organisées conjointement par l'Association des maires du Gabon (AMG) et "Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique" (CGLU-A), ces assises, de l'avis du secrétaire général de CGLU-A, Jean-Pierre Elong Mbassi, se sont achevées

sur une note de satisfaction générale. D'autant que, a-t-il laissé entendre, le consensus a prévalu dans la désignation des représentants de la sous-région au sein des différentes instances de CGLU-A.

Tout compte fait, le Gabon s'en est plutôt bien tiré. Vu que les communes de Port-Gentil et d'Owendo seront, entre autres, aux côtés des municipalités de Mozogo (Cameroun) et Begua (RCA), les porte-voix de l'Afrique centrale au Conseil panafricain du réseau des jeunes élus. De même, au sein de la Commission électorale de CGLU-A, c'est la commune de Kango qui, désormais, fera prévaloir la vision et les intérêts de la sous-région.

Des choix qui, a indiqué Jean-Pierre Elong Mbassi,



La maire de la commune de Ndendé, Gisèle Itoumba, porte-voix de l'Afrique centrale au sein du REFELA.

sont assortis d'un certain nombre d'obligations. Entre autres, celui de représenter dignement la sous-région

au sommet Africités 9 qui se tiendra, du 17 au 21 mai prochain, à Kisumu (Kenya). Placées sous le thème "Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine", ces assises, de l'avis de plusieurs experts, revêtent une certaine importance. D'autant qu'elles constituent, selon eux, une plateforme de dialogue sur le

rôle des collectivités territoriales dans le développement et l'unité du continent, ainsi que la place de la décentralisation dans l'amélioration de la gouvernance des affaires publiques en Afrique.

Dans tous les cas, à travers le choix porté sur elle, la maire de la commune de Ndendé y a vu une traduction de la politique de l'égalité des genres prônée par les plus hautes autorités de la République.

Union nationale: à quand le fameux congrès?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Quand se tiendra le congrès de l'Union nationale (UN)? Voilà la grande interrogation qui taraude l'esprit des observateurs avisés et autres analystes du landerneau politique gabonais. Depuis l'annonce de Raphaël Badenga Lendoye, président du Bureau du congrès, inhérente à la reprise des travaux le 15 octobre dernier, les choses n'ont pas bougé d'un iota. Plus grave, elles se sont, pour ainsi dire, aggravées. En effet, à la veille de la reprise des travaux, Raphaël Badenga Lendoye a, à la surprise générale, annoncé un énième report. Ce dernier prétextant que l'état d'avancement des travaux préparatoires ne permettait pas la tenue de cette grand-messe devant déboucher sur le renouvellement des instances dirigeantes.

Une pilule difficile à avaler notamment pour le camp de Paulette Missambo. En réaction



Du côté de l'Union nationale, la tenue du congrès demeure un grand mystère.

à ce "coup bas", ledit camp a purement et simplement décidé de suspendre sa participation aux travaux préparatoires. Pour en savoir un peu plus sur la nouvelle date du congrès - de jour en jour ressemblant à l'arlésienne —, nous avons tenté de joindre par téléphone Raphaël Badenga Lendoye, malheureusement nos tentatives ont essuyé une fin de non-recevoir. De quoi accorder du crédit à ceux qui estiment que les différents reports émanent d'une stratégie politico-policienne, bien élaborée. Qui est donc cette "main noire", tapie dans l'ombre, bloquant sciemment la machine?

Pourquoi ce congrès tardet-il à se tenir? Et ce, alors que les échéances électorales pointent inexorablement à l'horizon. Cette léthargie savamment entretenue ne risque-t-elle pas de sonner le glas de la plus grande formation politique de l'opposition [en termes de nombre de militants]? Bref, l'actuelle situation qui prévaut du côté de "l'Ancienne Sobraga" écorne un peu plus l'image de la formation politique de Zacharie Myboto. N'est-il pas temps que le "vieil homme" pèse de tout son poids en forçant Raphaël Badenga Lendoye et les siens à se hâter d'organiser ce congrès décisif?

Quid du REFELA?

J.K.M
Libreville/Gabon

PORTÉ sur les fonts baptismaux en mars 2011 à Tanger (Maroc), le Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA) est la Commission permanente pour l'égalité des genres de "Cités et gouvernements locaux d'Afrique" (CGLU-A). En dix ans d'existence, le REFELA s'est imposé, à travers ses sections nationales, comme un maillon essentiel de la promotion des femmes dans les collectivités territoriales, tout en se mobilisant pour que les villes et les gouvernements locaux du continent luttent contre la vulnérabilité des enfants et œuvrent à rendre effective l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

et filles.

C'est dire qu'au fil du temps, ce Réseau est devenu un instrument de proximité de la promotion du leadership féminin et de la protection des droits des femmes en Afrique. De même qu'un outil au service de leur accès et inclusion aux opportunités économiques. D'autant que, selon de nombreuses études, dans la plupart des villes intermédiaires africaines, les femmes constituent des actrices majeures du développement de leurs cités.

Le REFELA est présidé actuellement par Dao Macoura Coulibaly, maire de Foubolo (Côte d'Ivoire), par ailleurs vice-présidente de l'Union des villes de Côte d'Ivoire (UVICOCI). Elle a succédé à la Camerounaise, Célestine Ketcha-Courtès.